

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOLARGIL S.A.**

« Les Champs Pionneries »  
58310 Saint-Amand-en-Puisaye

Références : 260103  
Code AIOT : 0005400414

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SOLARGIL S.A., implanté au lieu-dit « Les Champs Pionneries » - 58310 Saint-Amand-en-Puisaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLARGIL S.A.
- « Les Champs Pionneries » - 58310 Saint-Amand-en-Puisaye
- Code AIOT : 0005400414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOLARGIL est autorisée, pour une durée de 30 ans, à exploiter une carrière d'argile, d'ocre et de sable. L'argile grise et jaune est destinée à la fabrication de grès et de faïences, tandis que l'ocre jaune est utilisée dans la préparation de colorants. Le sable extrait est, quant à lui, employé dans le secteur du bâtiment ainsi que pour les travaux publics.

La production annuelle moyenne autorisée globale est fixée à 5 000 tonnes pour une production limitée à 10 000 tonnes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclarations annuelles GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Demande d'action corrective	1 jour
2	Extraction : épaisseur	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 22.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 23	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Analyses des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Contrôle et suivi des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Extraction : phasage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 22.2	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 31	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives ou des éléments justificatifs sont attendus concernant les points suivants :

- les déclarations effectuées dans l'outil GERP,
- le rythme des travaux d'extraction,
- le stockage des matériaux sur le site,
- la fréquence des contrôles et du suivi des émissions de poussières, ainsi que la transmission à

l'Inspection des rapports établis par les organismes ,  
- le plan d'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclarations annuelles GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a jamais procédé aux déclarations annuelles dans GERE. Selon l'exploitant, la quantité de matériaux extraite au titre de l'année 2025 aurait été d'environ 1 000 tonnes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit effectuer la déclaration GERE au titre de l'année 2025 avant le 31/03/2026.</b>  <b>Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, la déclaration afférente à une année N doit systématiquement être effectuée avant le 31 mars de l'année N+1.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

### N° 2 : Extraction : épaisseur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 22.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après décapage, l'extraction du gisement est réalisée à sec à l'aide d'une pelle mécanique. Les différents horizons géologiques constitutifs du gisement sont exploités simultanément de manière progressive continue sur une profondeur maximale de 15 m. Le carreau de la carrière ne doit pas se situer en dessous du niveau 180 NGF. Ces travaux sont réalisés de manière épisodique en fonction des besoins, selon 4 ou 5 campagnes annuelles d'une semaine maximum.
<b>Constats :</b>

**Constats de l'inspection du 10/05/2021 (résumé des constats) :**

Le plan d'exploitation de la carrière n'avait pas été mis à jour depuis juin 2018.

**Constats de l'inspection du 27/02/2026**

L'exploitant indique que les travaux d'extraction sont sous-traités à l'entreprise FERREC (située sur la commune de Bouhy) et réalisés au moyen d'une pelle mécanique.

Le plan topographique, établi par la société GEOMEXPERT S.A.S, a été mis à jour le 21/11/2025. Celui-ci indique que le gisement est exploité sur une profondeur maximale d'environ 12 mètres, ce qui a également été constaté au cours de la visite terrain. La cote la plus basse observée sur ce document se situe à 186,05 m NGF.

Toutefois, s'agissant du rythme d'exploitation, l'exploitant indique que les travaux d'extraction sont effectués selon une campagne annuelle unique d'une durée de 3 à 4 semaines (non-conformité).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à ne pas dépasser la durée maximale d'une semaine par campagne

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Extraction : phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 22.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

La carrière comporte deux secteurs d'exploitation distincts séparés par un plan d'eau et une zone déjà réaménagée, l'un en partie sud-ouest du site, le second en partie nord.

L'exploitation se déroule selon un sens de progression est/ouest pour le secteur sud de la carrière, puis sud/nord pour le secteur nord, [...]

**Constats :**

Le sens d'exploitation est respecté : progression est/ouest pour le secteur sud, et sud/nord pour le secteur nord de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stockage des matériaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Les matériaux sont pour la majeure partie évacués directement par camions au fur et à mesure de

l'extraction, soit directement auprès de la clientèle, soit jusqu'au siège de la société à Moutiers-en-Puisaye (Yonne) où ils sont stockés en vue de leur valorisation.

Il n'existe aucun stock d'argile sur la carrière.

**Constats :**

L'exploitant indique que les matériaux sont évacués par camions de 300 tonnes directement au siège de la société.

Il est constaté la présence de plusieurs stocks de matériaux sur site, pour des quantités estimées à environ :

- 100 tonnes d'argile,
- 80 tonnes de sable ,
- 15 tonnes d'ocre.

L'exploitant précise que les stocks de sable et d'ocre pourront, à l'avenir, être évacués au fur et à mesure de leur extraction.

Toutefois, s'agissant des argiles, l'exploitant indique que celles-ci doivent être conservées en stockage d'une année sur l'autre afin d'en améliorer la qualité, notamment par l'élimination progressive du soufre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant est tenu de procéder à l'évacuation des stocks de sable et d'ocre et d'en justifier auprès de l'Inspection une fois cette opération réalisée.**

**Concernant les argiles, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection un porter-à-connaissance comportant l'ensemble des éléments d'appréciation relatifs à ce mode de gestion, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Analyses des eaux rejetées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

[...] 27.2 Rejets

Les effluents canalisés rejetés par l'établissement, quel que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,
- couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mPt/l,
- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après

- 5 jours d'incubation à 20°C,
- matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 15 mg/l,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 40 mg/l,
- hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 5 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

### 27.3 Analyses et contrôles

L'exploitant procède périodiquement, à ses frais, au contrôle des eaux rejetées dans le milieu naturel, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs, aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Ce contrôle est réalisé annuellement. Celui-ci porte sur les paramètres physico-chimiques définis à l'article précédent et sur le débit.

[...]

#### Constats :

L'analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel a été réalisée le 04/02/2026 par le laboratoire TERANA.

Les résultats mettent en évidence un léger dépassement en MES (15 mg/l), probablement liés aux récents épisodes de fortes précipitations. Les autres paramètres n'appellent pas de remarque.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Le rapport d'analyse des eaux rejetées au titre de l'année 2025 doit être transmis à l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 6 : Contrôle et suivi des émissions de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 30

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder, lors d'une campagne annuelle d'extraction, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, à des mesures de retombées de poussières et des prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Les rapports établis par cet organisme sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

**Constats :****Constats de l'inspection du 10/05/2021 (résumé des constats) :**

Le contrôle des émissions de poussières dans l'environnement n'a pas été réalisé.

**Constats de l'inspection du 27/02/2026 :**

L'exploitant a présenté son dernier rapport de contrôle des retombées atmosphériques daté d'octobre 2021. Les mesures de retombées ont été réalisées par l'organisme ENCEM sur une période de 19 jours, en période sèche, « *représentative d'un fonctionnement habituel lors d'une campagne d'extraction* ».

Celles-ci ont été réalisées au moyen de 4 jauges de retombées : 3 stations de mesure de types b et c et une station de mesure de type a (station témoin).

Les résultats n'appellent pas d'observation particulière (retombées totales maximales relevées : 115,79 mg/ m<sup>2</sup>/j) .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant est tenu de faire réaliser des mesures de retombées de poussières sur une base annuelle, au cours d'une campagne d'extraction.**

**Il devra transmettre à l'Inspection le rapport de contrôle des retombées atmosphériques établi au titre de l'année 2026.**

**Il est par ailleurs rappelé que l'ensemble des rapports de suivi des retombées atmosphériques doit être transmis systématiquement à l'Inspection dès réception.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :****31.1 Niveaux acoustiques admissibles**

En limite de la zone d'exploitation, le niveau acoustique admissible est fixé comme suit :

65 dB(A) pour la période dite de jour allant de 6 h 30 à 21 h 30. Cette carrière ne comportant aucune activité durant la période dite de nuit ainsi que les dimanches et jours fériés. Sous réserve du respect de l'émergence de 6 dB(A).

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : Laeq.

L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins 1 heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de la carrière.

[...]

**31.3 Contrôles**

Un contrôle du niveau sonore est effectué dès le commencement de l'activité aux différents emplacements fixés en accord avec l'inspection des installations classées.



<p>Ce contrôle est ensuite renouvelé tous les 5 ans.</p> <p>Les mesures sont transmises à l'inspection des installations classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions, dans le délai d'un mois après leur réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures de bruit présentées par l'exploitant sont celles figurant dans le rapport d'octobre 2021, établi par l'organisme ENCEM. Les mesures ont été réalisées le 27/08/2021.</p> <p>Le rapport conclut à la conformité des niveaux sonores mesurés au regard des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/08/2005.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est rappelé à l'exploitant qu'un contrôle du niveau sonore devra être réalisé lors de la prochaine campagne d'extraction prévue en 2026. Les résultats devront être transmis à l'Inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Plan d'évolution

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 34</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle du cadastre de la carrière. Sur ce plan sont reportées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>• la position du front d'exploitation,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• les zones remises en état,</li> <li>• la position des ouvrages divers visés à l'article 16 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an et transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'évolution présenté par l'exploitant daté du 21/11/2025 ne fait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>- les zones remises en état.</li> </ul> <p>Aucun ouvrage spécifique n'est présent sur le site.</p> <p>Le plan n'a, en outre, pas été transmis à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>